

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES  
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

04 Novembre 2025  
Rennes, le :

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 04/09/2025**

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**BORDINI Environnement**  
Le Rocher Montlouvier  
35420 Louvigné-du-Désert

Références : UD35/2025-416  
Code AIOT : 0005517802

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement BORDINI Environnement implanté Le Rocher Montlouvier 35420 Louvigné-du-Désert.

L'inspection avait notamment pour but de vérifier la mise en œuvre du réexamen IED par sondage en vérifiant le respect des prescriptions de l'arrêté du 15 juin 2016. Le réexamen a par ailleurs fait l'objet d'un rapport par la société Bordini qui a été transmis en décembre 2024.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORDINI Environnement
- Le Rocher Montlouvier 35420 Louvigné-du-Désert
- Code AIOT : 0005517802    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Il s'agit d'une installation de stockage de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
9	Portique de détection de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 IV	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	capacité annuelle	AP Complémentaire du 08/06/2024, article 4	
2	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	
3	surveillance eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13	
4	autosurveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/01/2016, article 9.2.2	
5	eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 II	
6	conditions de déchargement, entreposage et stockage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	
7	contrôle visuel entrée de site	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	
8	conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 I	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection a mis en évidence que le système de détection fixe de la radioactivité n'est pas en place. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : capacité annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/06/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - capacité annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité totale de stockage est de 62 739 tonnes. La capacité résiduelle de stockage au 1er octobre 2022 est d'environ 18 000 tonnes ».« La capacité maximale annuelle de déchets stockés sera portée à 5 000 t puis sera réduite de 1 000 t chaque année selon les modalités suivantes : - 2024 : 5 000 t - 2025 : 4 000 t - 2026 : 3 000 t
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le suivi mensuel des tonnages mis en stockage dans l'installation de stockage d'amiante. En 2024, 4167,9 tonnes de déchets dangereux contenant de l'amiante liée ont été stockées. La quantité annuelle de déchets d'amiante liée stockée est de 2852,6 tonnes au 31 août 2025. L'exploitant a indiqué qu'il refusait certaines demandes pour réduire, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire, la quantité de déchets mis en stockage annuellement.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé à la déclaration GERE comme prévu par la réglementation. Il est à noter qu'il y a un léger écart entre la déclaration GERE et le suivi des tonnages réalisé sur le site et présenté lors de l'inspection. Cet écart concerne le stockage de 4,34 tonnes provenant de la Charente-Maritime.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Pour les prochaines déclarations GERE, il conviendra de s'assurer que la déclaration est bien conforme aux tonnages effectivement mis en stockage.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


### N° 3 : surveillance eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - réseau de piézomètres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation.</p> <p>Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval.</p> <p>Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires.</p> <p>Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau de suivi piézométrique de l'installation en cours d'exploitation est constitué de 4 piézomètres. 3 autres piézomètres permettent le suivi du casier en post-exploitation.</p> <p>Les piézomètres ont été vus lors de la visite terrain. Ils étaient tous en bon état extérieur et fermés à l'aide d'un cadenas.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : autosurveillance des eaux souterraines


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2016, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - contrôle des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces eaux souterraines font l'objet au moins deux fois par an pendant la phase d'exploitation et la période de suivi post-exploitation des contrôles suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- niveaux piézométriques,</li><li>- pH, résistivité, DCO, MES et numération des fibres d'amiante.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance des eaux souterraines. Tous les paramètres de l'arrêté font bien l'objet d'un suivi. Le rapport de mars 2025 fait état de la mesure d'une fibre d'amiante sur un des piézomètres. L'exploitant a diligenté une nouvelle mesure le 24 juin 2025 pour mesurer le paramètre fibres d'amiante. Le résultat de cette mesure ne fait apparaître aucune fibre.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : eaux de ruissellement


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - surveillance eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le résultat des mesures de fibre d'amiante réalisé dans le bassin recueillant les eaux de ruissellement. La mesure est réalisée tous les trimestre. Aucune fibre d'amiante n'a été relevée dans l'eau du bassin. L'exploitant a précisé qu'il prévoyait de réaliser un curage du bassin qui recueille les eaux de ruissellement. Il est rappelé que l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2024 prévoit la réalisation d'une mesure dans les boues du bassin de décantation : " <i>L'exploitant fera surveiller au moins annuellement la présence de fibres d'amiante dans les boues de curage de ses bassins de confinement</i> ".
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 6 : conditions de déchargement, entreposage et stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - conditions de déchargement, entreposage et stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.</p> <p>A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.</p> <p>Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déchargement permettent de préserver l'intégrité du conditionnement.</p> <p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle visuel de la benne contenant les déchets d'amiante est réalisé à l'entrée sur site. L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation des déchets. Les déchets arrivant sur site doivent être préemballés dans des emballages conformes (big bas, palette filmée ou body benne). Les déchets provenant de particuliers doivent être également emballés avant leur arrivée sur site. La visite terrain a permis de constater que le dernier apport d'amiante lié réalisé le matin était bien emballé conformément à la procédure prévue.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 7 : contrôle visuel entrée de site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - contrôle visuel entrée de site
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage prévu par l'article 4 du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation, est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation des déchets d'amiante lié. La procédure précise que les déchets doivent être conditionnés dans un double emballage fermé étanche et portant l'étiquette réglementaire amiante. Un contrôle visuel est bien prévu à l'arrivée sur site par un opérateur. Les big-bags et palettes sont déchargées sur une zone spécifique de l'installation avant d'être transportés par un opérateur du site sur la zone de stockage. Les body bennes (bennes dotées d'un emballage permettant de confiner l'amiante liée) sont transportés directement dans l'alvéole de stockage par le transporteur à l'endroit indiqué par l'opérateur.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 8 : conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - recouvrement des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'opérateur recouvrait, en fin de journée, les déchets mis en stockage dans la journée. Le jour de la visite, exceptée la palette qui avait été mise en stockage un peu plus tôt, tous les déchets étaient recouverts d'une couche de déchets inertes. Un tas de déchets inertes en vue des futurs recouvrement était présent à proximité de la zone de stockage. La procédure de l'exploitant prévoit bien le recouvrement des déchets d'amiante lié à périodicité journalière.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 9 : Portique de détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Portique de détection de la radioactivité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de portail de détection de la radioactivité pour les déchets entrant dans le site. Cela a fait l'objet d'une non conformité identifiée dans le dossier de réexamen transmis par l'exploitant. L'exploitant a indiqué aux inspecteurs avoir fait une demande de devis et être en attente de ce devis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-&gt; Il convient que l'exploitant se mette en conformité avec cette obligation.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 Mois